Ville de Lausanne

© Ville de Lausanne

Rapport 2024
Solidarité internationale

Le mot du syndic

Un besoin de solidarité

En 2024, le Proche-Orient s'est embrasé. Suite à l'attaque du Hamas à la fin 2023, qui a fait 1200 morts et 251 otages, le conflit israélo-palestinien s'est enfoncé dans une crise sans précédent, générant plus d'un million de personnes déplacées et faisant des milliers de victimes civiles. Le Liban voisin a subi l'extension du conflit au-delà de la bande de Gaza. L'UNWRA, l'Office de secours et de travaux des Nations-Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient a été entravée dans l'exécution de sa mission sur le terrain par Israël ainsi que par la suspension ou l'arrêt des subventions de nombreux Etats contributeurs.

Le système multilatéral est en crise, les replis identitaires se multiplient partout dans le monde, grevant les budgets nationaux alloués à la coopération au sens large. Ailleurs au Proche-Orient, le régime autoritaire syrien est tombé sous l'avancée des rebelles. La situation, qui suscite de l'espoir, génère aussi des inquiétudes et certaines régions sont fragilisées. Par ailleurs, le changement climatique provoque des phénomènes de plus en plus violents et de plus en plus fréquents sur toute la surface du globe. Le besoin de solidarité internationale est immense.
Pour faire face à l'ampleur des besoins de réponse humanitaire, le Conseil communal a voté une augmentation de 150'000 CHF du budget de la Solidarité internationale, portant l'effort de la Ville de Lausanne à 625'000 CHF en 2024. Etant donné la situation au Proche-Orient, cette aide supplémentaire s'est majoritairement portée sur des projets venant en soutien aux populations civiles touchées, souvent déplacées, dans la bande de Gaza, en Cisjordanie, au Liban et en Syrie.

Réponse rapide, visible, ciblée, à une situation d'urgence, l'aide humanitaire représente la part minoritaire de l'action de la Ville de Lausanne. L'essentiel de l'aide est attribué à la coopération au développement. En effet, la Ville a à cœur de s'investir dans des projets qui portent une vision de long-terme, bénéfique pour les populations locales et apportant des changements durables et constructifs. "Investir" dans la coopération au développement, c'est aussi contribuer à réduire les situations d'urgences, qu'elles soient d'origine humaine ou climatique. Avec ses partenaires institutionnels,

l'Association internationale des Maires francophones (AIMF) et la Fédération vaudoise de coopération (Fedevaco), ainsi qu'avec des ONG qu'elle soutient en direct, la Ville de Lausanne privilégie les projets durables, les relations pérennes et une coopération efficace.

Chaque année, la Ville de Lausanne crée de nouveaux partenariats avec des villes du sud, démarche qui renforce l'impact de son action en s'inscrivant dans une programmation pluriannuelle. De Nouakchott en Mauritanie à la Communauté de communes de Zou au Bénin, la Ville s'investit sur les questions d'accès à l'eau. De Sousse en Tunisie à Bohicon au Bénin, elle soutient la culture et l'accès au patrimoine artistique.

En 2024, Lausanne a organisé l'Assemblée générale de l'Association internationale des Maires francophones (AIMF). La Ville a accueilli plus de 600 congressistes, originaires de villes de plus de 55 pays ayant le français en partage qui ont, pendant trois jours, échangé des idées, partagé des projets, initié des partenariats. Le cœur de la mission de l'AIMF – la coopération décentralisée – fut mis à l'honneur au cours de conférences et ateliers thématiques. La diversité présente à Lausanne a été une source d'inspiration pour la Solidarité internationale. Ce congrès fut également l'occasion de célébrer les 15 ans du partenariat historique qui unit la Ville et la Région de Nouakchott à Lausanne et aux communes solidaires qui ont rejoint le projet Solidarit'Eau!

Moyen essentiel, la Solidarité internationale est aussi une finalité qui répond aux engagements de la Ville de contribuer à bâtir une société plus juste, plus humaine, plus égalitaire, ouverte sur le monde.

Grégoire Junod

Syndic
Directeur de la culture et du développement urbain

Table des matières

Lausanne dans le monde 06

Coopération et solidarité 07

Priorités de la Ville de Lausanne 08

Financement de la solidarité internationale 09

Projets soutenus en 2024 10

Eau 13

Améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement pour la population 14

Créer et gérer l'alimentation de 45 points d'eau potable en intercommunalité 15

Créer des centres de santé offrant des conditions sanitaires satisfaisantes 16

Lutte contre le changement climatique 17

Lutter contre le changement climatique à travers la coopération décentralisée 18

Renforcer la sécurité alimentaire avec des jardins urbains et communautaires 20

Valoriser des fruits en jus naturels pour soutenir les communautés 21

Créer la cité FSH, un logement accessible pour les plus démunis 22

Contribuer à la Grande Muraille Verte pour lutter contre la désertification 23

Réinsérer des personnes et donner une seconde vie à du matériel informatique 24

Sport et inclusion sociale 25

Contribuer au développement, à l'intégration et à la protection des enfants vulnérables par le sport 26

Accueillir des jeunes vulnérables et favoriser l'intégration par le sport 27

Renforcer la résilience, l'estime de soi et la cohésion sociale par le sport 28

Lutter contre la violence, les abus et l'exploitation des enfants et des jeunes par le kabaddi 29

Biens culturels 30

Restaurer et valoriser un centre de la culture et des arts 31

Créer un musée d'art contemporain et un espace de rencontres internationales 32

Utiliser l'art vivant, plastique et visuel pour prévenir la violence chez les jeunes 33

Créer une bibliothèque pour favoriser l'accès à la culture 34

Aide d'urgence 35

Rechercher et secourir des migrants en Mer Méditerranée centrale 36

Soutenir la santé mentale des populations civiles palestiniennes 37

Fournir des soins médicaux prioritaires en période de conflit au Liban 38

Equiper les lieux d'accueil des familles déplacées au Liban 39

Apporter une aide d'urgence aux familles de Gaza en Palestine 40

Améliorer les services de base pour les personnes déplacées en Syrie Nord-Est 41

Reconstruire une maternité suite au séisme dans l'Altas marocain 42

Lausanne dans le monde

L'action de la Ville de Lausanne en matière de solidarité internationale s'inscrit dans le cadre des Objectifs de développement durable. Ces objectifs répondent aux défis mondiaux que sont la lutte contre la pauvreté, les inégalités climatiques, la dégradation de l'environnement. Ils promeuvent la prospérité, la paix et la justice. Ils sont interconnectés et inclusifs.

De manière globale, l'engagement solidaire de la Ville de Lausanne s'inscrit dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD). Les 17 objectifs ont été adoptés en 2015 par tous les États membres des Nations Unies, dont la Suisse, dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Ces objectifs sont un appel universel à l'action pour mettre fin à la pauvreté, protéger la planète et améliorer la vie et les perspectives de toutes et tous.

Ces objectifs sont repris au niveau local, notamment aux échelons cantonal et communal. La Constitution vaudoise dispose d'ailleurs que « L'État et les communes collaborent avec les autres pouvoirs publics, les organisations et les entreprises concernées, à l'aide humanitaire, à la coopération au développement et à la promotion d'un commerce équitable » (art. 71).

Les ODD agissent comme des guides ou des canaux d'action, ils introduisent une référence à laquelle l'ensemble des actrices et acteurs du développement et de la solidarité peuvent se référer. Les projets portés par la Ville répondent à un ou plusieurs objectifs, le premier et le plus systématique d'entre eux étant l'Objectif 11 : Villes et communautés durables.

Cette variété montre à quel point les projets de la Ville, bien qu'inscrits dans quatre axes stratégiques définis et cadrés, sont cohérents avec les ODD dans leur ensemble et répondent à la majorité des priorités identifiées par les Nations-Unies. Le rapport annuel vise à offrir une vision globale de l'allocation des subventions et une photographie des avancées et des résultats de chacun des projets. Il témoigne du niveau d'engagement solidaire international de la Ville pour la réalisation des Objectifs de développement durable.

Coopération et solidarité

Depuis sa mise en place au début des années 1970, l'action internationale de la Ville de Lausanne s'est développée au travers de partenariats et de projets visant à assurer, dans le respect des droits humains, des moyens d'existence durable aux populations moins favorisées dans des pays ou des régions en développement, en transition ou en reconstruction.

Pour mettre en oeuvre son action de solidarié internationale, la Ville de Lausanne s'appuie sur différents types d'action et de relations.

La coopération décentralisée implique une relation directe de ville(s) à ville(s) ou plus largement de collectivité(s) locale(s) à collectivité(s) locale(s). Pour ce type de coopération, le partenaire institutionnel privilégié de la Ville de Lausanne est l'AIMF, Association internationale des Maires francophones. L'AIMF rassemble près de 300 villes de plus de 50 pays où le français est langue officielle, culturelle ou historique. Les maires développent une nouvelle forme de coopération qui combine une réflexion commune au plus haut niveau et une action de terrain donnant la priorité à l'expertise locale et à l'innovation. Espace de coopération choisi, l'AIMF fédère des énergies, promeut des politiques ambitieuses et responsables au service d'une urbanité plus respectueuse des populations et de l'environnement et porte collectivement des projets dédiés au vivre-ensemble, à l'égalité femmes-hommes et au respect de la diversité.

Convaincue que le renforcement des collaborations entre les villes sont moteur de développement, Lausanne croit profondément en une solidarité internationale s'exprimant à travers ce type de réseaux de villes.

La coopération au développement implique une relation entre le donateur et une organisation non gouvernementale (ONG) porteuse de projets. Dans ce cadre, la Ville de Lausanne agit soit directement avec des associations soit à travers son partenaire institutionnel, la Fedevaco, Fédération vaudoise de coopération. Organisation faîtière de plus de 50 organisations non gouvernementales vaudoises (ONG), la Fedevaco sélectionne, suit et évalue les projets, garantissant ainsi à ses partenaires la fiabilité et la qualité des actions. Son expertise et son savoir-faire sont essentiels à la bonne marche des projets.

L'aide d'urgence consiste en une réponse rapide à des demandes ponctuelles générées par une situation de crise humanitaire consécutive à des conflits armés ou des catastrophes naturelles ou humaines. La Ville n'a pas de canal privilégié dans ce domaine, son action se détermine sur demande expresse et à la condition de pouvoir identifier des relais ou des partenaires locaux.

Le présent rapport s'attache à présenter les différents projets financés en 2024 ainsi que les activités prévues et / ou réalisées.

Priorités de la Ville de Lausanne

En 2020, la Ville de Lausanne a défini quatre axes stratégiques sur lesquels se concentre l'essentiel de son action de solidarité internationale : eau, lutte contre le changement climatique, sport et inclusion sociale, biens culturels.

Chaque année, la Ville contribue à une vingtaine de projets dans différents pays du monde. La Ville a la volonté de choisir des projets qui non seulement font écho à ses propres défis et préoccupations, mais aussi et surtout des projets pour lesquels elle dispose d'une compréhension des enjeux et d'une expertise des problématiques.

Afin d'améliorer la cohérence des projets soutenus et de gagner en efficience tout en facilitant la communication sur le travail effectué, la Ville a fixé les principes suivants :

- Favoriser les projets se situant en zone urbaine. Plus de la moitié de l'humanité vit aujourd'hui en ville ; cette urbanisation de la planète génère des défis qui relèvent de la responsabilité des Villes.
- Préférer des partenariats avec des Villes avec lesquelles une collaboration est préexistante dans le cadre de la coopération décentralisée afin de garantir un suivi et un développement sur le long terme.
- Soutenir des projets s'inscrivant dans les domaines prioritaires pour la Ville de Lausanne et pour lesquels elle dispose d'une certaine expertise.
- Soutenir des projets portés par des associations à la gouvernance transparente, basées de préférence à Lausanne ou dans le canton de Vaud.

Pour optimiser l'impact de son action en matière de solidarité internationale et de coopération décentralisée, c'est en fonction de son identité et de ses compétences que la Ville a, en 2020, défini quatre axes stratégiques sur lesquels elle concentre aujourd'hui les subventions disponibles.

Eau

L'accès à l'eau est un défi universel qui touche aux domaines de la santé, de l'hygiène, de l'assainissement et de l'environnement. Reconnue « Commune solidaire pour l'eau », Lausanne s'investit pour faciliter l'accès à l'eau dans les villes les plus défavorisées.

Lutte contre le changement climatique

Toutes les villes du monde font face aux répercussions du changement climatique, ce qui fait peser une menace aux conséquences irréversibles. Lausanne a la volonté de soutenir les villes les plus vulnérables dans le renforcement de leur capacité de résistance et d'adaptation au dérèglement climatique.

Sport et inclusion sociale

Capitale Olympique, Lausanne a intégré le sport comme un véritable outil de politique publique au service de l'inclusion sociale, de la santé et de l'amélioration de la qualité de vie. Lausanne œuvre pour que d'autres villes puissent bénéficier des impacts positifs du sport sur la société et la population et les faire fructifier.

Biens culturels

La culture favorise les échanges entre les individus et les communautés, entretient et valorise la diversité et constitue une richesse individuelle et collective qui ouvre à la découverte de l'Autre et à la tolérance. La Ville a à cœur de soutenir des projets qui facilitent l'accès à la culture au plus grand nombre et préservent le patrimoine culturel en milieu urbain.

Financement de la solidarité internationale

L'engagement de la Ville de Lausanne en faveur de la solidarité internationale oscille entre CHF 600'000 et CHF 750'000 par année. La variation s'explique par le fait que l'action de la Ville est gérée par deux fonds distincts.

La Ville de Lausanne est investie à différents niveaux dans la solidarité internationale. Service de l'eau, direction du travail et relations internationales, par des actions diverses, participent à cette politique qui correspond à une volonté affirmée de la Ville.

Le Fonds « solidarité internationale eau » est alimenté par plus 120 communes suisses solidaires. Il contribue à la gestion du projet de Solidarit'eau Suisse situé à Nouakchott en Mauritanie où un tiers de la population n'est pas raccordée au réseau d'eau potable. Fondé sur un partenariat solidaire, le projet permet d'améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement des populations défavorisées. Ce fonds a reçu un montant de CHF 398'015 en 2024. Il est composé du soutien lausannois à hauteur de CHF 68'413 et d'un montant de CHF 329'602 provenant des communes solidaires.

Le budget du Fonds « solidarité internationale » s'est élevé à CHF 475'000 pour l'année 2024, auxquels se sont ajoutés CHF 150'000 votés par le Conseil communal, pour un total de CHF 625'000. Ce budget est coordonné par l'unité des relations internationales de la Ville. En 2024, 21 projets ont reçu un financement qui se répartit comme suit :

- de manière directe à travers des partenariats avec aasociations en majorité vaudoises et des villes. En 2024, CHF 225'400, soit 27 % du budget de la solidarité internationale, ont été alloués par la Ville de Lausanne pour financer directement dix projets dont 4 au titre de l'aide d'urgence.
- à travers un partenariat avec la Fédération vaudoise de coopération (Fedevaco) selon les accords-cadres 2007-2011, 2011-2015, 2016-2020 et 2021-2025. En 2024, la Ville de Lausanne a octroyé une aide financière s'élevant à CHF 220'000 à la Fedevaco. Cela représente 35,2 % du budget, alloué à sept projets, dont un au titre de l'aide d'urgence.
- à travers un partenariat avec l'Association internationale des Maires francophones (AIMF). La Ville contribue à hauteur de € 18'000 euros par année au Fonds de coopération de l'AIMF. Ce fonds est un outil pionnier de financement de programmes de développement urbain dans le cadre de la coopération décentralisée. Il soutient les programmes des villes pour l'amélioration des conditions de vie des populations et pour le développement socio-économique des territoires. En 2024, la Ville a financé, en partenariat avec l'AIMF, 4 projets, dont deux au titre de l'aide l'urgence pour un montant de CHF 159'732. La Ville contribue également à la gestion de la Commission « Villes et développement durable » dont elle assure la présidence depuis 2008. L'objectif de cette Commission est de favoriser l'échange d'expériences autour du développement urbain durable, plus particulièrement dans le domaine de la lutte contre le changement climatique.

Enfin, le service du travail de la Ville de Lausanne, à travers le projet ReStart, remplit une double mission : réinsérer des personnes par le travail à Lausanne et donner une seconde vie à du matériel informatique afin qu'il bénéficie à des populations identifiées dans des pays moins développés. En 2024, le don de matériel informatique a représentà la somme de CHF 50'540.

Ce rapport met en lumière les 24 projets au total soutenus financièrement par la Ville de Lausanne en 2024. Les projets sont présentés en fonction des axes prioritaires de la Ville décrits précédemment. Etant donné la proximité entre certaines thématiques, quelques projets pourraient être classés sous deux axes différents.

Projets soutenus en 2024

ABIDJAN, ABOMEY, COMMUNES ET VILLES UNIES DU CAMEROUN, DAKAR, GENÈVE, LAUSANNE, LIÈGE, LILLE, LUBUMBASHI, MARRAKECH, N'DJAMENA, NIAMEY, NOUAKCHOTT, NYON, OUAGADOUGOU, SOUSSE, TUNIS
Lutter contre le changement climatique à travers la coopération décentralisée

LAUSANNE, KPÉLÉ
Réinsérer des personnes et donner une seconde vie à du matériel informatique

OUGANDA, FRANCE, TURQUIE, COLOMBIE, KENYA, BANGLADESH, BURKINA FASO, JORDANIE, BURUNDI
Contribuer au développement, à l'intégration, à la protection des enfants vulnérables par le sport

MATANZAS, SAN NICOLAS
Renforcer la sécurité alimentaire avec des jardins urbains et communautaires

LEÓN
Utiliser l'art vivant, plastique et visuel pour prévenir la violence chez les jeunes

MER MEDITERRANÉE
Rechercher et secrourir des migrant·e·s en Méditerranée

MAROC
Reconstruire une maternité suite au séisme dans l'Atlas marocain

NOUAKCHOTT
Améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement pour la population

DAKAR
Créer la cité FSH, un logement accessible pour les plus démunis

DIAPAGA
Renforcer la résilience, l'estime de soi et la cohésion sociale par le sport

COMMUNAUTÉ DU ZOU
Créer et gérer l'al points d'eau en in

KIMPESE
Valoriser des frui pour soutenir les

© World Map by Vemaps.com

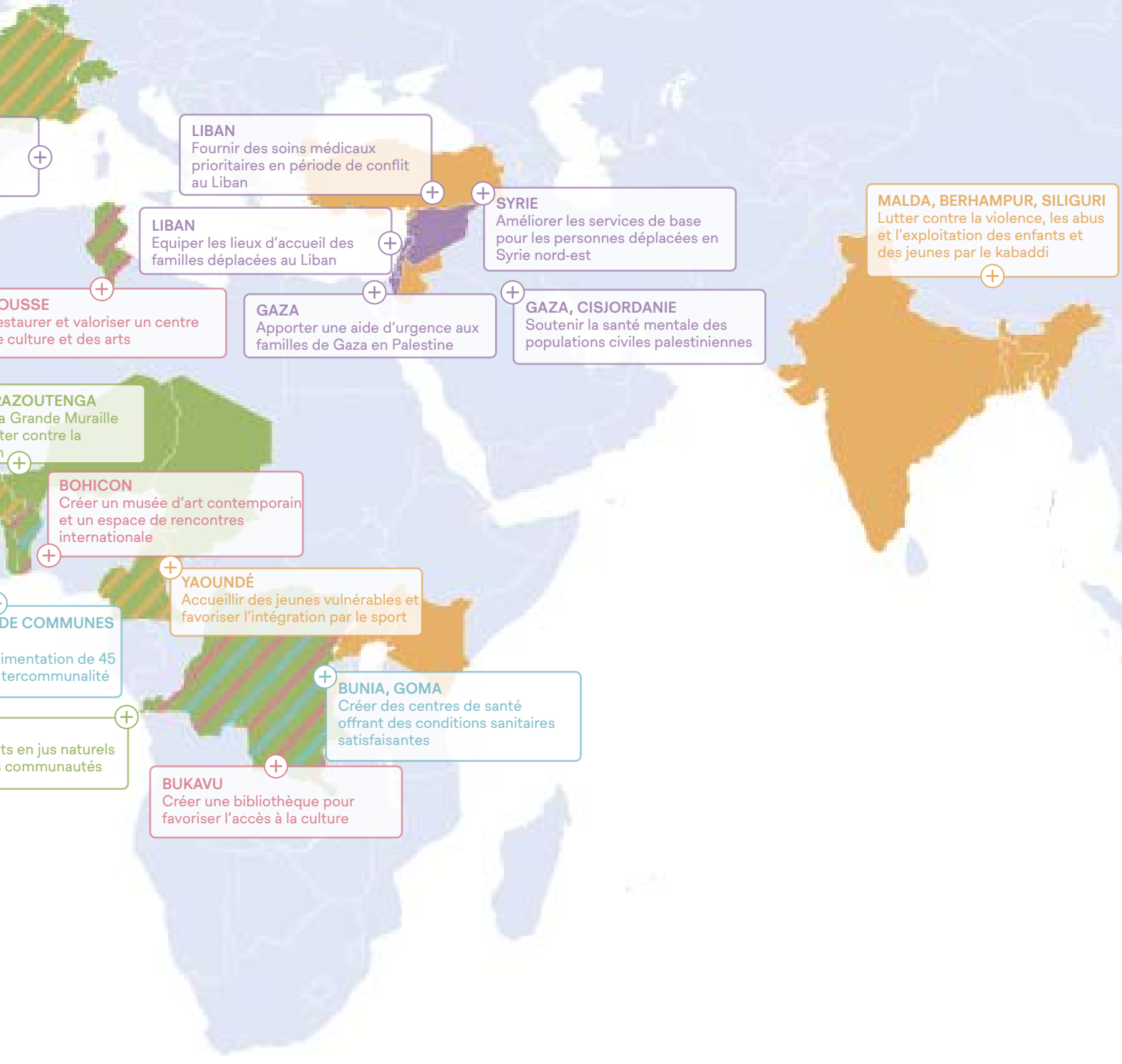
24
PROJETS SOUTENUS AU TOTAL

1
PROJET DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE AVEC LA VILLE DE NOUACKHOTT MENÉ PAR LE SERVICE DE L'EAU

1
PROJET RESTART MENÉ PAR LE SERVICE DU TRAVAIL

2
PARTENAIRES PRIVILÉGIÉS LA FEDEVACO & L'AIMF

+ DE CHF 600'000
ALLOUÉS À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



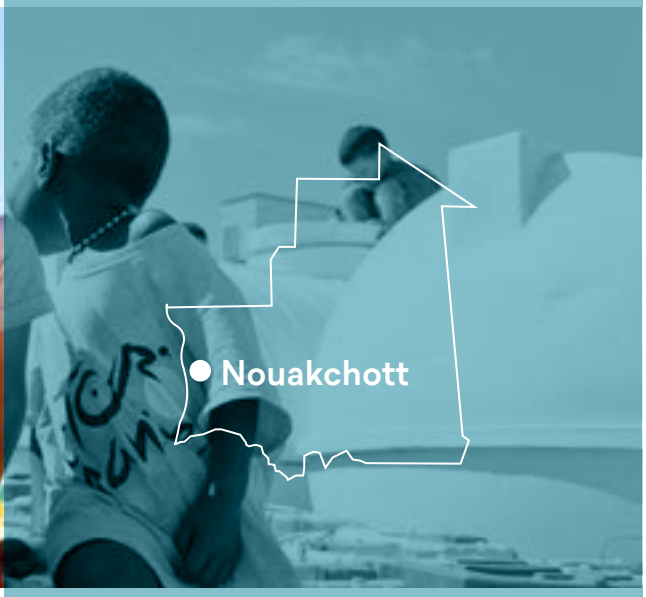
Actions de la Ville de Lausanne en faveur de la solidarité internationale

Eau

Bien public mondial essentiel, l'eau est une denrée vitale. Lausanne s'est bâtie et se développe au bord de l'eau, l'accès y est facile et bon marché. Dans de nombreux pays, l'accès à l'eau est un défi qui touche aux domaines de la santé, de l'hygiène, de l'assainissement et de l'environnement.

© Enhaut

© Mamadou Lamine Kane



NOUAKCHOTT
MAURITANIE

BUDGET TOTAL DU PROJET (2022-2025)
CHF 3'373'470.-
SUBVENTION DE LA VILLE DE LAUSANNE ET DES COMMUNES SUISSES SOLIDAIRES
CHF 1'600'000.- (soit env. 46% du budget total, dont 20 % est la participation lausannoise) et dont CHF 234'920.-dépensés en 2024

MODÈLE DE FINANCEMENT
Direct
PARTENAIRE
Ville de Nouakchott - **Ville de Lausanne**

AMÉLIORER L'ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT POUR LA POPULATION

La Ville de Nouakchott, capitale de la Mauritanie, est confrontée à des défis considérables dus à sa situation géographique, son urbanisation extrêmement rapide et les impacts directs du changement climatique. Proche de l'océan Atlantique, la ville de Nouakchott se situe en plein désert du Sahara et l'eau doit y être acheminée depuis le fleuve Sénégal à 170 km. Un million d'habitants et d'habitantes, soit 2/3 de la population, est raccordée au réseau d'eau. Un tiers est contraint de se ravitailler auprès de camions citernes ou de petits revendeurs d'eau (charretiers) et vit avec moins de 25 litres d'eau par jour et par personne. La distribution de l'eau est source d'inégalités d'accès, de prix et de qualité.
Coordonné par la Ville de Lausanne, le partenariat public-public entre la Région de Nouakchott et plus de 120 communes suisses solidaires a fêté en 2024 ses 15 ans d'existence. Les communes suisses alimentent le Fonds lausannois «solidarité internationale eau» par l'équivalent d'un centime par m³ d'eau vendu à leur population - un principe porté par la plateforme nationale Solidarit'eau suisse. La Ville de Nouakchott finance plus de 20 % du montant du projet ainsi que le salaire du personnel mauritanien qui travaille à sa mise en œuvre.

Objectifs

Le partenariat solidaire vise à :
→ Améliorer l'accès et la qualité de l'eau des populations défavorisées dans la zone de Toujounine, ainsi que l'accès à l'assainissement dans les écoles.
→ Sensibiliser la population, et notamment les élèves, aux problèmes liés à l'eau et former les utilisateur·trice·s et les gestionnaires des toilettes écologiques.
→ Organiser le secteur des boues de vidanges.
→ Consolider la maitrise d'ouvrage.

Activités

L'année 2022 marqua le lancement d'une nouvelle phase de projet: *Projet communautaire pour l'accès à l'eau et l'assainissement, la phase 3 (2022-2025)*, dans laquelle s'associent l'AIMF et des collectivités françaises. Par ce projet ambitieux, d'un budget de plus de 3 millions de francs suisses, ce sont plus de 94'700 personnes qui bénéficieront à terme des réalisations.

© Parpe/Zou

CRÉER ET GÉRER L'ALIMENTATION DE 45 POINTS D'EAU EN INTERCOMMUNALITÉ

L'eau étant au centre des activités humaines, économiques, sociales ou culturelles, l'homme ne saurait se passer d'en consommer, plusieurs fois par jour, en quantité et en qualité suffisantes. Or, il s'avère encore que le slogan « eau saine pour toutes et tous » demeure pour le Bénin en particulier, loin de la réalité. Le Bénin connaît une croissance accélérée de sa population et un rythme d'urbanisation rapide et non contrôlée. Ceci a pour conséquence une affluence des populations démunies dans les quartiers irréguliers des grandes villes, posant des problèmes d'approvisionnement en eau aigus et spécifiques. Les maladies liées à l'eau prennent des proportions inquiétantes.

La problématique de l'accès à l'eau potable en milieu rural au Bénin demeure une préoccupation particulière pour le gouvernement. C'est dans cette optique que les Mairies de la Communauté de Communes du Zou ont inscrit dans leur plan de développement intercommunal un projet d'alimentation en eau potable pour les localités des Communes du département du Zou.

Objectifs

L'objectif global du projet est l'amélioration des conditions de vie des populations du département du Zou par l'accès à l'eau potable aux fins de garantir une sécurité sanitaire et alimentaire. De façon plus spécifique, il s'agit de réaliser des études de faisabilité pour l'obtention de 45 points d'eau, assurer le suivi et contrôle des travaux et élaborer les rapports pour les différentes phases.

Activités

Les activités menées en 2024 sont :

→ L'établissement d'une nouvelle convention avec l'AIMF pour poursuivre le déploiement des forages dans la Communauté de Communes du Zou ;

→ La passation des marchés publics pour les 9 forages supplémentaires dans les villes d'Abomey, Agbangnizoun, Djidja, Bohicon, Covè Ouinhi, Zakpotae, Zanagnando et de Zogbodomey ;

L'exécution des travaux se déroulera entre janvier et mai 2025, suivie par la mise en œuvre des mesures environnementales sur les 9 sites bénéficiant des forages.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU ZOU

BÉNIN

BUDGET TOTAL DU PROJET (2022-2024)
CHF 619'650.-
SUBVENTION DE LA VILLE DE LAUSANNE
CHF 150'000.- (24 % du budget total) sur 3 ans

MODÈLE DE FINANCEMENT
Direct
PARTENAIRE
Communauté de Communes du Zou
DDC

© MEDAIR/Daniel Wakandu

BUNIA (ITURI) ET GOMA (NORD KIVU)

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

BUDGET TOTAL DU PROJET
CHF 480'889.-
SUBVENTION DE LA VILLE DE LAUSANNE
CHF 44'000.- (9,15 % du budget total)

MODÈLE DE FINANCEMENT
Via FEDEVACO
PARTENAIRE
Medair

CRÉER DES CENTRES DE SANTÉ OFFRANT DES CONDITIONS SANITAIRES SATISFAISANTES

La République Démocratique du Congo (RDC) fait partie des pays les plus vulnérables au monde. Actuellement, de très nombreuses personnes sont déplacées par des conflits dans l'Est de la RDC. Les affrontements entravent l'accès à l'aide humanitaire et les déplacements. Plus de la moitié des ménages n'ont pas accès à l'eau potable, entrainant ainsi des épidémies et de la malnutrition. Le choléra et la rougeole ont continué à augmenter en 2024 et sont aggravées par l'afflux massif de personnes déplacées. La situation est telle qu'un enfant sur 12 trouve la mort au cours de ses cinq premières années. Face à ces besoins immenses, les centres de santé sont fortement sollicités, mais contribuent souvent à la propagation de maladies ou d'infections, en raison d'un manque d'hygiène.

Objectifs

Le projet de Medair vise à soutenir 12 structures de santé par l'approvisoinement en eau potable, ce qui passe par la réalisation des aménagements adéquats et la formation associée selon les normes « Eau et assainissement ».

Activités

Pour ce faire, les composantes listées ci-dessous sont réalisées et mises en oeuvre progressivement :

→ l'approvisionnement des centres de santé en eau potable pour garantir l'hygiène des activités médicales ;
→ la réhabilitation des installations sanitaires des centres (latrines, douches, lavage des mains) ;
→ la construction de salles de soin et en particulier celles spécifiques à la maternité ;
→ l'établissement de protocoles et infrastructures permettant de trier, collecter, traiter et éliminer les déchets de soin et la formation du personnel soignant local aux pratiques d'hygiène afin de limiter la transmission des maladies.

16

Lutte contre le changement climatique

Ville pionnière en matière de durabilité et de politique énergétique, Lausanne entend jouer un rôle moteur et incitateur dans la lutte contre le changement climatique et se fixer un objectif de neutralité des émissions carbone à l'horizon 2030. Convaincue que l'engagement sur ce sujet majeur est local autant que global, la Ville noue des collaborations et des partenariats qui développent le transfert de connaissances et s'appuient sur le partage d'expertise.

© Slawina

© Ville de Lausanne

LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE À TRAVERS LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Membre de l'AIMF depuis 1990, la Ville de Lausanne est très engagée dans la vie de l'association et du réseau. Depuis 2008, la Ville préside et anime la Commission permanente « Villes et développement durable » qui rassemble une quizaine de villes membres, aussi bien du Sud que du Nord.

Objectifs

La Commission « Villes et développement durable » a pour objectif de favoriser, au sein de l'AIMF, l'échange d'expériences autour du développement urbain durable, plus particulièrement dans le domaine de la lutte contre le changement climatique. Plusieurs thématiques telles que la mobilité, l'urbanisme, l'énergie et l'assainissement sont ainsi traitées. Les villes membres sont très différentes en termes de contexte environnemental, historique, géographique, social, financier, insitutionnel ou politique. Les membres partagent leurs réalités de collectivités publiques – chacune forte de ses expériences et de son savoir-faire – et la volonté de s'engager pour définir des outils concrets et des bonnes pratiques à diffuser au sein de l'AIMF. Au vu des nombreux enjeux qu'affrontent les villes du XXIe siècle, la Commission s'est donné comme objectif de soutenir les actions menant à l'élaboration et à la mise en œuvre de projets de développement pertinents et pérennes pour lutter contre le dérèglement climatique.

ABIDJAN, ABOMEY, COMMUNES ET VILLES UNIES DU CAMEROUN, COMMUNES DU ZOU, DAKAR, GENÈVE, LAUSANNE, LIÈGE, LILLE, MARRAKECH, N'DJAMENA, NIAMEY, NOUAKCHOTT, NYON, OUAGADOUGOU, SOUSSE, TUNIS

SUBVENTION DE LA VILLE DE LAUSANNE
CHF 30'000.- (100 % du budget total)

MODÈLE DE FINANCEMENT
Direct
PARTENAIRE
Ville de Lausanne

Activités

En 2024, la Commission s'est réunie à Dakar au Sénégal. La Ville a présenté son Plan Climat Energie Territoriale, le projet Efficacité énergétique des bâtiments municipaux, les programmes de transformation des déchêts pour limiter les émissions de méthane, le Plan de gestion de la qualité de l'air et le catalogue de mesures relatives au changement climatique.
Les membres de la Commission ont découvert, in situ, des sites qui exemplifient la transition écologique à l'oeuvre dans la Ville de Dakar : les panneaux photovoltaïques du Building communal, et le site de micro-jardinage de la Patte d'Oie. Les membres ont également pu emprunter le Bus Rapid Transit (BRT), élement d'une flotte de bus électriques, une première sur le continent africain.

© Ville de Lausanne

© Nils Martinet

MATANZAS, SAN NICOLAS DE BARI

CUBA

BUDGET TOTAL DU PROJET
CHF 11'976.-
SUBVENTION DE LA VILLE DE LAUSANNE
CHF 6'000.- (50 % du budget total)

MODÈLE DE FINANCEMENT
Via FEDEVACO
PARTENAIRE
DM

RENFORCER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AVEC DES JARDINS URBAINS ET COMMUNATAIRES

A Cuba, à la suite de la chute du tourisme post-covid et à une inflation galopante due entre autres à des réformes monétaires, la situation des familles s'est fortement détériorée depuis 2022. Cuba connaît actuellement la plus forte crise migratoire de son histoire, ce qui laisse au pays une population particulièrement défavorisée, jeunes, enfants, personnes âgées. Les biens courants, et a fortiori la nourriture, manquent ; ce qui compromet la sécurité alimentaire des populations urbaines. Afin de compléter les distributions de vivres et les services sociaux de base en faveur de ces populations urbaines les plus défavorisées, trois partenaires de l'association DM ont entamé en 2022, dans les deux villes de villes de Matanzas et San Nicolas de Bari, des petits projets de jardins urbains. Ces jardins ont totalement rempli leur rôle et les trois partenaires souhaitent aujourd'hui partager des expériences entre eux, former les populations urbaines avec qui elles collaborent pour améliorer les rendements des potagers afin de diversifier leur alimentation.

Objectifs

Le projet se présente dans deux champs du développement : soutien à la production agricole et inclusion de différents groupes sociaux (étudiants, professeurs, personnes handicapées, personnes âgées) dans le projet. Le projet vise également à faire progresser les connaissances pratiques à travers des appuis et des échanges d'expérience entre les personnes impliquées dans les jardins urbains. Les partenaires de DM, de longue durée, bénéficient d'une bonne reconnaissance à la fois des autorités, mais aussi de la population des deux villes. .

Activités

Ce projet d'agroécologie est dans sa phase pilote, avec les activités suivantes :

→ Conseils sur la manière de préparer le terrain, sessions pratiques de préparation et réalisation de compost bio, réalisation de plantons ;

→ Nettoyage et préparation du terrain, selection des cultures, cultures, récoltes, distribution des produits ;

→ ateliers de partage d'expériences sur les techniques agroécologiques ;

→ partage de matériel, invitation à des webinaires, accompagnement du projet.

© Elembo

KIMPESE
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

BUDGET TOTAL DU PROJET
CHF 295'700.-
SUBVENTION DE LA VILLE DE LAUSANNE
CHF 10'000.- (21 % du budget total)

MODÈLE DE FINANCEMENT
Direct
PARTENAIRE
Les Amis d'Elembo

VALORISER DES FRUITS EN JUS NATURELS POIUR SOUTENIR LES COMMUNAUTÉS

« Avec tout ce que vous avez comme fruits au Congo, c'est ça que vous buvez comme jus ? ». C'est la phrase qui à l'origine d'Elembo, un projet de fabrique de jus biologiques à l'Ouest de la République Démocratique du Congo.
La RDC est un pays avec un potentiel agricole immense. Malheureusement, toutes ces ressources ne sont pas valorisées : une grande majorité des fruits est abandonnée sur place ou peine à arriver dans les grandes villes à cause du mauvais état des routes. Paradoxalement, la population consomme principalement des sodas industriels ne contenant pratiquement pas de fruits.

Objectifs

Elembo est un projet d'économie sociale et solidaire qui vise à lutter contre les pertes post-récoltes de fruits, proposer des jus locaux tout en soutenant les familles de producteurs et créer de nouveaux emplois, à Kimpese et dans les villes de la province du Kongo-central à l'Ouest de la République Démocratique du Congo (RDC). Pour réaliser ces objectifs, Elembo met en place une fabrique de transformation de fruits en jus biologiques et accompagne des communautés agricoles de la région. Le projet est mené sur place par l'ONGD Elembo fondée en 2022, soutenue financièrement et supervisée par l'association des Amis d'Elembo basée à Lausanne. Le projet a été soutenu notamment par la Confédération via la plate-forme REPIC qui promeut des projets d'énergies renouvelables et d'efficacité de l'utilisation des ressources dans les pays en développement. L'association des Amis d'Elembo a remporté le Prix Diaspora et Développement 2023-2024 de la FEDEVACO.

Activités

Elembo a prévu dans un premier temps une phase pilote sur 2 ans dans la ville de Kimpese, durant laquelle elle vise à produire 30'000 bouteilles de jus à base d'oranges, ananas et mangues de la région. Elle organise plusieurs ateliers d'échange avec les paysans-producteurs pour améliorer l'entretien des plantations et les méthodes de stockage ainsi qu'aider les producteurs à s'organiser en association reconnue. À long terme, Elembo prévoit une production semi-industrielle qui permettrait de devenir une entreprise autonome et indépendante de financements externes.

© Urbamonde

CRÉER LA CITÉ FSH, UN LOGEMENT ACCESSIBLE POUR LES PLUS DÉMUNIS

Dans la région de Dakar, la croissance démographique et le phénomène de densification urbaine mal maitrisé ont conduit à une anarchie dans l'occupation de l'espace et une pression foncière accrue, induisant des besoins croissants surtout en matière de logements. On constate une inadéquation entre l'offre et la demande pour les populations les plus défavorisées, avec un déficit qui augmente chaque année et un impact environnemental important de l'urbanisation accrue. Depuis 2014, UrbaMonde collabore avec l'ONG UrbaSen et la Fédération Sénégalaise des Habitants (FSH) pour appuyer les familles précarisées dans la reconstruction et la réhabilitation de manière durable de leur habitat sinistré par les fréquentes inondations.

Objectifs

Le projet vise à mettre en œuvre un modèle de production et d'amélioration de l'habitat abordable, collectif, participatif et durable. Il cherche à valoriser la maîtrise d'ouvrage d'utilité publique en promouvant la participation des femmes aux instances de gestion et de gouvernance. L'objectif est de permettre aux populations des zones précaires et aux revenus faibles et modestes d'accéder à un logement abordable et d'être au cœur du processus de planification, de gestion et de gouvernance de leurs quartiers, pour un cadre de vie digne et durable.

DAKAR
SÉNÉGAL

BUDGET TOTAL DU PROJET
CHF 537'510.-
SUBVENTION DE LA VILLE DE LAUSANNE
CHF 40'000.- (7,4 % du budget total)

MODÈLE DE FINANCEMENT
Via FEDEVACO
PARTENAIRE
UrbaMonde

Activités

En 2024 , le projet poursuit :
→ la réhabilitation de logements pour une population économiquement précaire dans la banlieue de Dakar. L'objectif de réhabilitation de 850 logements en 3 ans a déjà été dépassé (950 logements).
→ le développement d'un écoquartier innovant et la construction de 60 logements à travers un soutien technique à la FSH, en coordination avec différents partenaires publics.

© Association ABD

LOUMBILA, RAZOUTENGA
BURKINA FASO

BUDGET TOTAL DU PROJET
CHF 200'000.-
SUBVENTION DE LA VILLE DE LAUSANNE
CHF 10'000.- (5 % du budget total)

MODÈLE DE FINANCEMENT
Direct
PARTENAIRE
La Fondation de Mire-Mont

CONTRIBUER À LA GRANDE MURAILLE VERTE POUR LUTTER CONTRE LA DÉSERTIFICATION

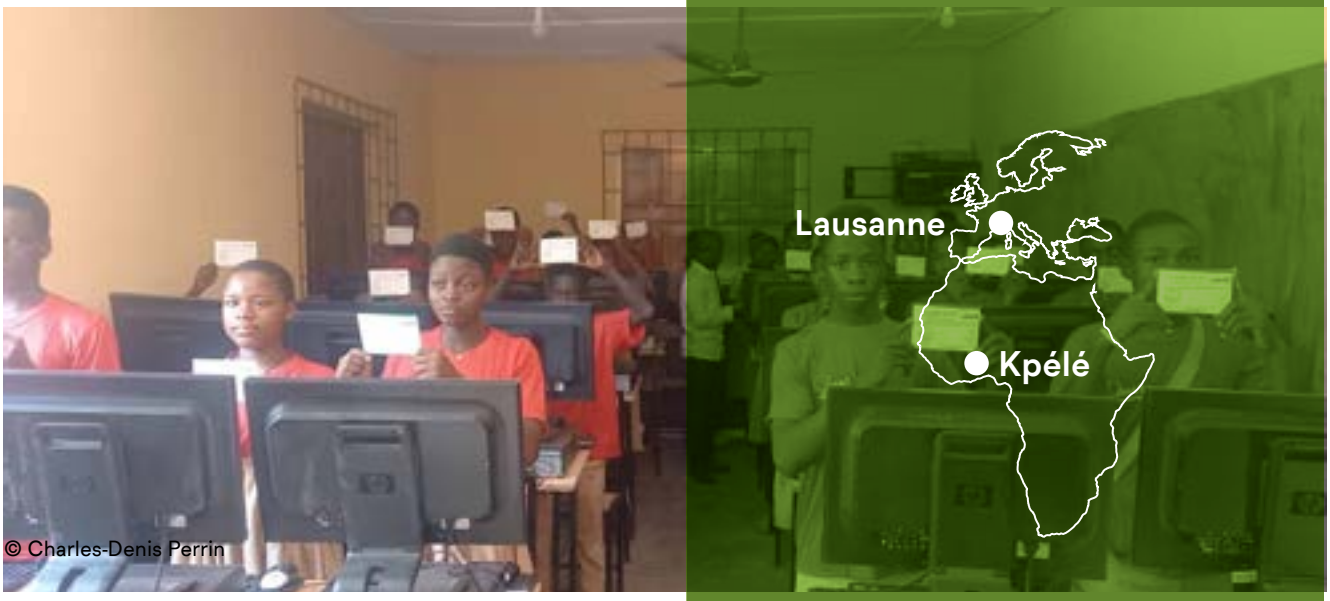
Le réchauffement climatique est un enjeu planétaire, tout particulièrement dans les pays du Sahel menacés de détérioration des terres, d'appauvrissement et au final, de désertification. Pour lutter contre cette menace, les Nations-Unies ont conçu un projet dit de la Grande Muraille Verte, la GMV, une bande de reforestation allant de l'Atlantique à la Mer Rouge. Les forêts sont des puits de CO_2, très efficaces dans la lutte contre le réchauffement climatique. Chaque pays est responsable de la mise en œuvre de sa section. Au Burkina Faso, c'est une bande de 400 km environ, en pleine zone sahélienne.

Objectifs

Le «PROJET 10 %» s'est fixé comme objectif de contribuer à hauteur de 10 % à la section burkinabé de la GMV, ce qui représente à l'horizon 2035-2040 quelques 6 millions d'arbres répartis entre 160 villages environ. La Fondation de Mire-Mont s'est associée à ABD, l'Association Baobab pour l'Education et le Développement Durable, basée à Ouagadougou. 2024 est la 3ème année du projet-pilote de Razoutenga, à l'est Ouagadougou.

Activités

La pépinière de Razoutanga est le cœur du pilote.
→ Elle est alimentée en eau grâce à un forage et un réseau de distribution.
→ La gestion est assurée par un jeune diplômé Bac Pro.
→ Le travail quotidien d'arrosage et d'entretien est assuré par deux pépiniéristes formés sur site.
→ En fin d'année 2024, on compte quelque 60'000 plantons qui seront transplantés en forêt, au cours des 2 ou 3 prochaines années, suivant les espèces.
→ La pépinière comprend également un jardin potager et un verger d'arbres nutritifs.
Le projet a pris de l'ampleur et a attiré trois nouveaux partenaires,toutes trois des ONG suisses :
→ Tiipalga qui a un savoir-faire en apiculture et qui a soutenu, sur le terrain la Société Coopérative des Femmes;
→ la Fondation Katia Van Weell qui a financé la construction d'un centre villageois qui comprend notamment une garderie pour les tout-petits et un centre de traitement des fruits forestiers (PFLN);
→ la Fondation Comtesse Moira qui a contribué au coût de fonctionnement de la pépinière.
.



© Charles-Denis Perrin

LAUSANNE, KPÉLÉ
SUISSE - TOGO

SUBVENTION DE LA VILLE DE LAUSANNE
CHF 50'540.- (don en nature)

MODÈLE DE FINANCEMENT
Direct
PARTENAIRE
Ville de Lausanne

RÉINSÉRER DES PERSONNES ET DONNER UNE SECONDE VIE À DU MATÉRIEL INFORMATIQUE

La Ville de Lausanne, engagée depuis de nombreuses années dans les domaines de la solidarité internationale et du développement durable, a décidé de recycler, après six ans de service, son parc informatique et de lui donner une nouvelle vie en l'offrant à des associations humanitaires à but non lucratif. Une opportunité pour le Service du travail d'ouvrir un nouveau programme d'emplois temporaires subventionnés en lien avec le marché du travail.

Objectifs

Le projet ReStart est né avec les objectifs de réduire l'empreinte écologique et la fracture numérique, d'appuyer des organisations non-gouvernementales à l'étranger et de réinsérer professionnellement des personnes en recherche d'emploi à Lausanne.

Activités

De 2011 à 2021, le Service du travail a développé une relation privilégiée avec l'ambassade de Suisse en Bulgarie et la Chambre de Commerce Suisse-Bulgarie qui a permis de livrer près de 6'000 ordinateurs (fixes et portables) en Bulgarie. En 2024, une nouvelle collaboration a vu le jour avec l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM) avec lequel une livraison annuelle de 200 PC a été prévue. Le Service du travail a collaboré une nouvelle fois avec l'Association Zéola. En 2024, 66 PC et 45 écrans ont été acheminés au lycée d'Agbanon à Kpélé au Togo. L'Association Zéola s'est chargée d'organiser le transport du matériel de Lausanne au pays de destination, de régler les formalités douanières et de prendre à leur charge l'ensemble des frais d'acheminement. La valeur de ces livraisons, sur la base du marché de la seconde main, se monte à CHF 50'540. Le programme Restart, sur mandat de la Direction de l'emploi et du marché du travail, vise la réinsertion professionnelle de demandeuses et demandeurs d'emploi du domaine de l'informatique. Le financement annuel provient du fond fédéral de compensation de l'assurance chômage. 20 personnes participent chaque année à ce programme et sont accompagnées et encadrées par deux personnes. Le programme dure trois mois et est renouvelable une fois.

Sport et inclusion sociale

Capitale olympique, Lausanne la sportive a fait du sport non seulement un instrument de son rayonnement international mais aussi et surtout un outil de politique publique au service de l'inclusion sociale, de la santé et de l'amélioration de la qualité de vie. Le sport contribue à la santé physique et mentale, individuelle et collective, il tisse du lien social et invite à redessiner l'espace urbain. La pratique du sport a un effet positif durable sur les communautés. Lausanne met à disposition son expertise en la matière pour soutenir des projets sociétaux liés au sport.

© Tdh/Ranita Roy

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT, À L'INTÉGRATION ET À LA PROTECTION DES ENFANTS PAR LE SPORT

Depuis sa création en 2017, l'Olympic Refuge Foundation s'est consacrée à fournir des solutions pour soutenir les jeunes touchés par le déplacement à travers le sport. Selon de récentes données du HCR Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, plus de 120 millions de personnes dans le monde ont été déplacées de force en raison de persécutions, de conflits ou d'une menace pour leur sécurité.

Objectifs

L'objectif de l'ORF est que 1 million de jeunes touchés par le déplacement aient accès à un sport sûr d'ici à la fin 2024. Sa vision est celle d'une société où chaque personne aura sa place, grâce au sport. La Fondation travaille par le biais de programmes, de plaidoyers et de partenariats pour que le sport soit de plus en plus reconnu et exploité comme un outil puissant de protection, de bien-être et d'inclusion dans les situations de déplacement forcé.

Activités

En 2024,

→ 37 athlètes de l'Equipe Olympique des Réfugiés ont participé aux Jeux Olympiques de Paris 2024, parmi eux Cindy Ngamba, une athlète qui s'est distinguée avec une médaille de bronze en boxe.

BANGLADESH, BURKINA FASO, BURUNDI, COLOMBIE, FRANCE, JORDANIE, KENYA, TURQUIE, OUGANDA

BUDGET TOTAL DU PROJET
CHF 5'500'000.-
SUBVENTION DE LA VILLE DE LAUSANNE
CHF 50'000.- (0,9 % du budget total)

MODÈLE DE FINANCEMENT
Direct
PARTENAIRE
Olympic Refuge Foundation

→ Initiative novatrice, en collaboration avec la Fédération Internationale de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge (FICR), le programme « Sport Coach+ » a pour but d'aider 2'500 coaches sportifs en Ukraine et dans les pays voisins à acquérir les compétences nécessaires pour accompagner les jeunes qui souffrent de traumatismes du fait de leur déplacement par la force.

→ Un an après le Forum Mondial sur les Réfugiés, des membres de la Coalition Sportive au service des Réfugiés – conduite par l'ORF en collaboration avec le HCR et la Fondation Scort – ont soutenu, grâce à des activités sportives et ludiques, près d'un demi-million de personnes déplacées.

Avec ses divers programmes dans 9 pays, l'ORF travaille dans le but de faciliter l'inclusion et la cohésion sociale, et d'améliorer la santé mentale et physique des jeunes personnes déplacées. Depuis 2021, plus de 200'000 jeunes ont bénéficié d'activités sportives dans des espaces sûrs.

© EMI-Afrika+

ACCUEILLIR DES JEUNES VULNÉRABLES ET FAVORSIER L'INTEGRATION PAR LE SPORT

D'ici 2050, un tiers de la jeunesse mondiale sera africaine. Or l'accès à un emploi digne et durable représente un défi majeur pour de trop nombreux jeunes sur ce continent. Association camerounaise depuis 2018, Emi-Afrika+ et son organisation sœur à Lausanne développent une approche de développement hybride qui s'appuie sur le sport et le chocolat, deux «produits» typiquement suisses.

Objectifs

Créée en réponse à la crise humanitaire de la vague migratoire vers l'Europe, l'association se concentre sur l'accueil de jeunes vulnérables (notamment des déplacés internes qui fuient les zones de guerre) dans des cours hebdomadaires de basketball et de football. Ces activités sportives favorisent leur bien-être biopsychosocial, le vivre-ensemble et leur confiance. L'objectif est d'aider ces jeunes à réintégrer l'école ou le monde du travail, et ainsi de prévenir les trop nombreux départs clandestins vers l'Europe. Financée en partie par la Fondation de la FIBA, Emi-Afrika+ vise l'autosuffisance économique grâce aux revenus générés par sa seconde activité : l'agroforesterie responsable du cacao. Cette approche hybride est indispensable, car le défi principal des initiatives de développement par le sport reste le financement, souvent peu durable car essentiellement philanthropique.

YAOUNDÉ

CAMEROUN

BUDGET TOTAL DU PROJET
CHF 26'400.-
SUBVENTION DE LA VILLE DE LAUSANNE
CHF 5'000.- (18,9 % du budget total)

MODÈLE DE FINANCEMENT
Direct
PARTENAIRE
SPARK / EMI-Afrika+

Activités

Les activités 2024-2025 incluent:
→ les entraînements hebdomadaires en basket et football, à chaque fois pour environ 30 jeunes.
→ L'Association prévoit aussi des séances de sensibilisation aux risques des départs clandestins vers l'Europe.
→ Pour la partie agroforestière, les premiers hectares de cacao seront plantés en 2025 et la formation de jeunes villageois permettra de diffuser des pratiques respectueuses de la richesse des sols et de la biodiversité, et du bien-être des villageois.es. La valorisation des déchets biologiques (cabosses de cacao) en biochar permettra également de produire un fertilisant riche et naturel en cycle court et de proposer un bilan carbone largement favorable (insetting).

© La Brique

DIAPAGA
BURKINA FASO

BUDGET TOTAL DU PROJET
CHF 75'787.-
SUBVENTION DE LA VILLE DE LAUSANNE
CHF 30'000.- (39,6 % du budget total)

MODÈLE DE FINANCEMENT
Via FEDEVACO
PARTENAIRE
La Brique

RENFORCER LA RÉSILIENCE, L'ESTIME DE SOI ET LA COHÉSION SOCIALE PAR LE SPORT

Dans la ville de Diapaga et dans la province de la Tapoa à l'Est du Burkina Faso, le terrorisme est venu exacerber un sentiment d'abandon de la part de l'État central et la population est confrontée à de nombreuses mesures restrictives de libertés (circulation, état d'urgence, etc.). Localement, le conflit persistant entre agriculteurs et éleveurs et les déplacements de population mettent à mal l'entente et la cohésion sociale. Ces éléments favorisent par ailleurs l'implantation de groupes armés.

Objectifs

A travers le sport, le projet de La Brique vise à renforcer la cohésion sociale en mobilisant les acteurs et actrices du domaine public, ainsi qu'une population locale de 60'000 personnes, dont beaucoup de jeunes, et en les sensibilisant aux questions de vivre-ensemble.

Activités

Le projet prévoit un appui aux clubs de football locaux, la formation des coaches et arbitres, l'amélioration des infrastructures ainsi que l'organisation d'un championnat local de football afin d'impliquer et réunir les différents groupes de la population, y compris les personnes déplacées. Le projet encourage aussi l'inclusion des jeunes femmes. La participation du club régional au championnat national doit également permettre de réunir la population, de renforcer le sentiment d'estime de soi et la reconnaissance de la province.
Initié à la demande des jeunes, le projet rencontre une forte adhésion de toute la population. A ce jour, deux grands terrains règlementaires ont été aménagés et un championnat est en cours avec 16 équipes locales ; les arbitres et les équipes d'encadrement ont commencé à être formées. Un message de cohésion sociale est diffusé à la radio avant chaque match en collaboration avec le Collège des Sages qui réunit des leaders communautaires des différentes religions. Les responsables locaux relèvent avec enthousiasme l'impact déjà perceptible sur l'état d'esprit de la population.

© Tdh/Apu Mukherjees

LUTTER CONTRE LA VIOLENCE, LES ABUS ET L'EXPLOITATION DES ENFANTS ET DES JEUNES PAR LE KABADDI

Au Bengale occidental, de nombreuses familles fuyant la pauvreté rurale s'installent dans les logements informels et le long des voies ferrées dans des conditions de vie précaires. Nombre de jeunes filles sont déscolarisées et forcées à travailler, à mendier ou à se prostituer. Le contexte de valeurs sociales patriarcales renforce les risques de mariages précoces et d'abus sexuels.

Objectifs

Afin d'offrir un environnement protecteur dans ces situations de migration et un accès aux réseaux de soutien essentiels, Terre des hommes (Tdh) adopte une démarche basée sur la résilience pour lutter contre la violence, les abus et l'exploitation des enfants et des jeunes. Cette approche de « Sports for Empowerment», développée par Terre des hommes, le HCR et le CIO, mobilise des perspectives de santé mentale et de soutien psychosocial pour autonomiser les enfants et les jeunes et sensibiliser les familles, les communautés et la société à leur rôle clé.

A travers le kabaddi, un sport traditionnel, ce projet vise à renforcer la confiance en soi de 300 filles et 150 garçons de 12 à 18 ans et à créer un environnement protecteur pour 2000 enfants et jeunes afin de limiter les risques d'exploitation et les abus.

MALDA, BERHAMPUR, SILIGURI

INDE

BUDGET TOTAL DU PROJET
CHF 100'000.-
SUBVENTION DE LA VILLE DE LAUSANNE
CHF 50'000.- (50 % du budget total)

MODÈLE DE FINANCEMENT
Via FEDEVACO
PARTENAIRE
Terre des hommes

Activités

Le projet comporte trois volets :

→ l'émancipation par le sport et l'organisation de tournois pour les jeunes femmes ;

→ l'accompagnement des familles ;

→ la sensibilisation des parties prenantes, notamment étatiques, sur le thème de la protection de l'enfance.

Biens culturels

La culture favorise les échanges entre les individus et les communautés, entretient et valorise la diversité et constitue une richesse individuelle et collective qui ouvre à la découverte de l'Autre et à la tolérance. La Ville de Lausanne a à cœur de soutenir des projets qui facilitent l'accès à la culture au plus grand nombre et préservent le patrimoine culturel en milieu urbain.

© Ville de Lausanne

© Ville de Lausanne

SOUSSE
TUNISIE

BUDGET TOTAL DU PROJET
CHF 1'050'000.-
SUBVENTION DE LA VILLE DE LAUSANNE
CHF 100'000.- (sur trois ans, 9,5 % du budget total)

MODÈLE DE FINANCEMENT
Via Fedevaco
PARTENAIRE
Ville de Sousse - **Association internationale des Maires francophones**

RESTAURER ET VALORISER UN CENTRE DE LA CULTURE ET DES ARTS

Membre de l'AIMF, la Ville de Sousse est également membre de la Commission « Villes et développement durable » et a accueilli en 2021 un atelier de la Commission. L'occasion pour la Ville de Sousse de présenter son programme de développement urbain intégré (PDUI). C'est à cette occasion qu'est né le projet de coopération pour la réhabilitation du Centre Bab Jedid.

Objectifs

Le PDUI a été élaboré dans le cadre d'un partenariat technique et financier avec le secrétariat d'Etat à l'Economie de la Confédération Suisse (SECO). Il a permis d'identifier plusieurs projets à forte valeur ajoutée sociale et urbaine, parmi eux : la réhabilitation du Centre Bab Jedid. La mise en valeur de cet édifice de la fin du 19ème siècle classé au patrimoine national doit en faire un nouveau trait d'union entre la médina et le front maritime. Le Centre Bab Jedid sera ainsi :

→ Un équipement polyfonctionnel : lieu de vie, doté d'une double fonction culturelle et sociale pour les citoyens et essentiellement pour les jeunes.

→ Un équipement inclusif, ouvert à toutes les catégories sociales, aux différentes générations, et concentré sur les égalités du genre.

→ Un équipement de proximité, dédié à la création artistique et culturelle, à la promotion de la liberté d'expression.

→ Un équipement connecté et dont les facilités technologiques seront mises à dispositions des jeunes.

→ Un équipement durable : le projet architectural sera conçu en tant que bâtiment à Zéro émission de CO2. Une place centrale sera faite au végétal, pour valoriser son apport environnemental, esthétique et patrimonial.

Activités

Suite aux précédents reports liés aux changements politiques dans le pays et au caractère classé de l'édifice, toutes les études techniques ont pu être finalisées en 2024.

L'institut National de Patrimoine a été associé et a validé l'ensemble des choix architecturaux. Les travaux de réhabilitation intégrant toutes les prescriptions en matière d'efficience énergétique de l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Energie se dérouleront en 2025-2026.

© AIMF

BOHICON
BÉNIN

BUDGET TOTAL DU PROJET
CHF 311'947.-
SUBVENTION DE LA VILLE DE LAUSANNE
CHF 84'000.- (sur trois ans, 28,9 % du budget total)

MODÈLE DE FINANCEMENT
Direct
PARTENAIRE
Ville de Bohicon - **Association internationale des Maires francophones**

CRÉER UN MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN ET UN ESPACE DE RENCONTRES INTERNATIONALES

La Ville de Bohicon au Bénin compte 170'000 habitants. Malgré son statut de ville carrefour sa proximité avec Abomey, centre culturel et historique majeur du Bénin, Bohicon se situe hors des principaux circuits touristiques du pays. Elle dispose pourtant d'atouts dont la mise en valeur permettrait de créer une vraie dynamique territoriale en matière de culture et de tourisme.

Objectifs

Le projet de complexe de musée d'art contemporain conçu par la Ville poursuit cet objectif, permettant à la fois de sauvegarder son patrimoine historique (bâtiment ancien de 2'000 m², à réhabiliter, retenu pour accueillir le musée) et de valoriser la création contemporaine à l'échelle régionale. Le lieu permettra également à la Ville de se doter d'un équipement culturel à destination de sa jeunesse, majoritaire dans sa population. Le projet vise à sauvegarder et aménager durablement un bâtiment historique, d'établir et de mettre en œuvre un projet culturel autour du complexe de Musée, pour répondre aux besoins de la population locale, des artistes et des touristes. Il repose sur les activités suivantes :

→ Réhabilitation et transformation du bâtiment historique en complexe muséal : réhabilitation, équipement et mise en place de l'aménagement scénographique (accueil, salles d'exposition, théâtre de verdure, espace éducation, café, librairie-boutique souvenir).

→ Mise en place des expositions et animation de l'équipement avec une équipe dédiée formée : appui à l'acquisition d'œuvres d'art en partenariat avec l'Etat et ses parties prenantes ; aménagements spécifiques des espaces d'exposition (éclairage, sécurité, contrôle de l'humidité et climatisation, signalétique, etc.) ; programmation culturelle et éducative (expositions et ateliers) ; communication et marketing ; orientations pour l'ouverture à terme d'un restaurant gastronomique.

Activités

En 2024,

→ Une convention a été signée avec l'AIMF ;

→ Un comité de pilotage a été mis en place ;

→ Les financements ont été consolidés pour permettre l'acquisition du domaine sur lequel se déploiera le complexe et pour préparer les prochaines phases du projet.

© Eirene

UTILISER L'ART VIVANT, PLASTIQUE ET VISUEL POUR PRÉVENIR LA VIOLENCE CHEZ LES JEUNES

Au Nicaragua, une migration sans précédent entraîne la désintégration des familles et accroît les facteurs de risque de violence envers les jeunes restants seuls ou sous la responsabilité d'autres membres de la famille. En plus de l'augmentation des risques de violence, les jeunes se retrouvent sans aucune personne de référence ou de confiance. A León, on constate un réel manque d'accès à des espaces de socialisation ou à des activités parascolaires dans lesquels les jeunes peuvent s'impliquer et construire une identité positive basée sur des relations respectueuses et de confiance.

Objectifs

L'objectif du projet d'Eirene est de participer à la réduction de la violence sous toutes ses formes envers les enfants, les jeunes et les femmes en situation de risque à León, à travers la découverte du pouvoir de l'art. Le projet offre la possibilité à 40 jeunes de 12 à 25 ans d'acquérir des outils artistiques (contes radiophoniques et théâtre forum, peinture, gravure et photographie), afin de réaliser des messages préventifs sur les violences basées sur le genre. Ce groupe-clé de jeunes sera ensuitte soutenu pour proposer et mener d'autres actions de prévention et élargir le spectre des activités artistiques. Le projet appuie la politique du gouvernement actuel par rapport à la violence faite aux femmes.

LEÓN
NICARAGUA

BUDGET TOTAL DU PROJET
CHF 82'521.-
SUBVENTION DE LA VILLE DE LAUSANNE
CHF 10'000.- (12,1 % du budget total)

MODÈLE DE FINANCEMENT
Via Fedevaco
PARTENAIRE
Ereine

Activités

En 2024-2025, les activités sont les suivantes :
→ Coordination institutionnelle pour la mise en œuvre du proje et formations artistiques.
→ Visites de convocation, de suivi et d'évaluation des adolescents et jeunes ; élaboration et réalisation de 40 sessions pour la création des produits artistiques ; réalisation des 4 produits artistiques finaux ; organisation de deux échanges entre les 40 jeunes des différentes propositions artistiques.
→ Organisation d'un évènement institutionnel de présentation des produits pour la prévention de la violence ; organisation de l'inauguration de la fresque murale ; présentation des produits artistiques dans les écoles, les communautés et sur les réseaux sociaux.

CRÉER UNE BIBLIOTHÈQUE POUR FAVORISER L'ACCÈS À LA FORMATION ET À LA CULTURE

En 2010, feu le Professeur Laurent Monnier avait confié au Groupe de Réflexion et d'Action sur l'Afrique et le Congo-RDC (GRAC) plus de 20'000 documents des sciences sociales et du développement centrés sur l'Afrique. Il voulait que ce fonds documentaire érige une bibliothèque dans une ville de l'Est du Congo et y contribuer à la paix et au développement par l'accès de la population aux outils des sciences sociales mobilisables aussi dans la pratique.
Le GRAC a ajouté des nouvelles collections, reçu des dons documentaires de la part de certains bienfaiteurs, a validé l'adéquation du projet avec les besoins réels des populations et des institutions locales de cette région. Il a enfin exécuté avec des partenaires locaux le projet à Bukavu, ville d'un million d'habitants qui manquait pareille bibliothèque. Depuis le 1er août 2024, la bibliothèque est ouverte au public.

Objectifs

Les objectifs du projet sont les suivants :
→ installer et gérer efficacement une bibliothèque de plus de 20'000 ouvrages ;
→ favoriser l'accès des habitants et divers usagers aux collections et services permettant l'autoformation et l'information sur des questions de développement approchées par les sciences sociales ;
→ sensibiliser la population locale au livre scientifique pour accroître le niveau d'alphabétisation scientifique locale ;
→ organiser des activités intellectuelles et culturelles spécifiques, notamment auprès des jeunes et des femmes, favorisant la cohésion sociale locale et la paix.

BUKAVU
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

BUDGET TOTAL DU PROJET
CHF 159'450.-
SUBVENTION DE LA VILLE DE LAUSANNE
CHF 4'600.- (2,8 % du budget total)

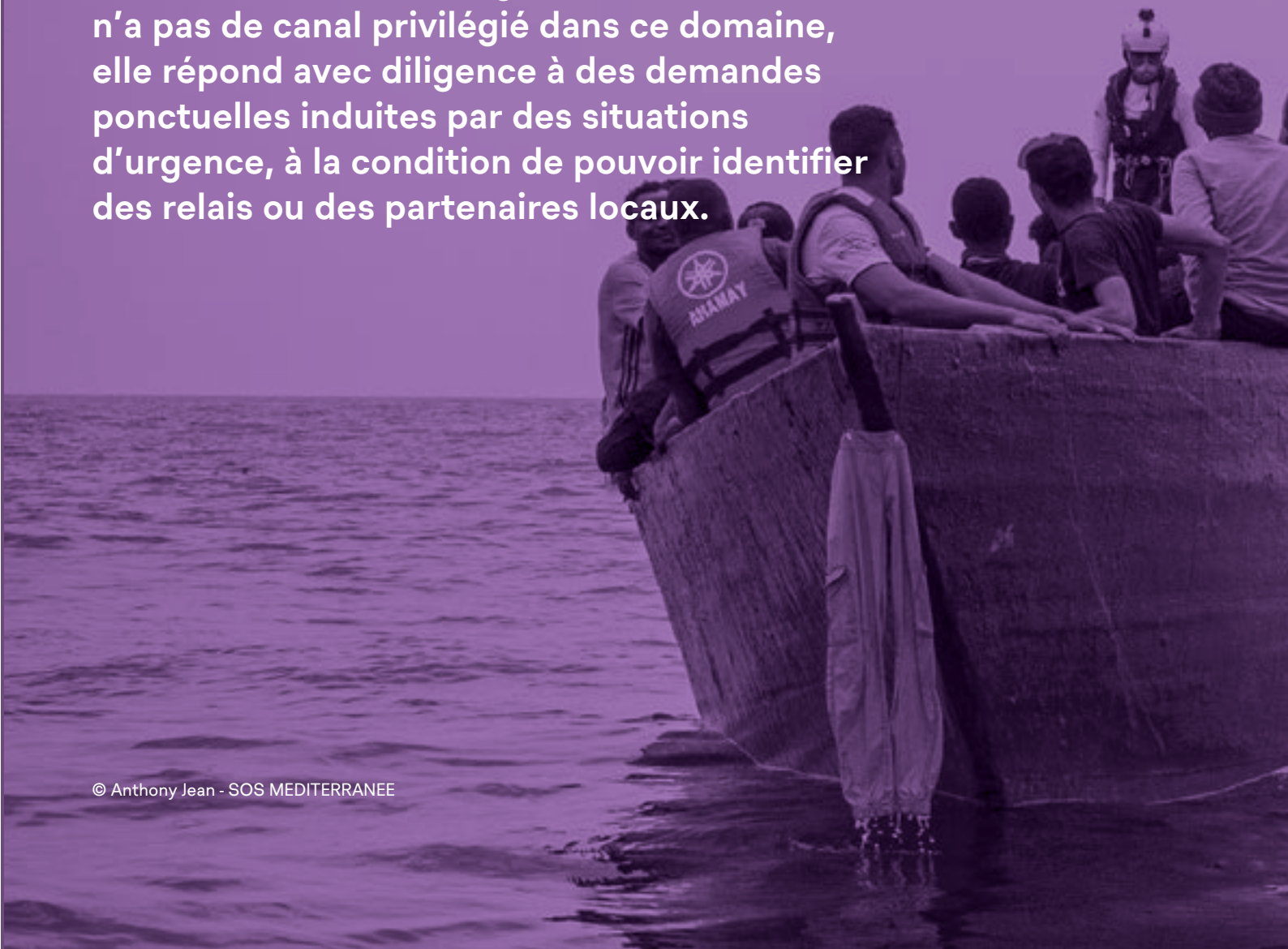
MODÈLE DE FINANCEMENT
Direct
PARTENAIRE
GRAC

Activités

En 2024,
→ la bibliothèque fonctionne ;
→ la structure organisationnelle est consolidée ;
→ les équipes des bibliothèques ont reçu quatre formations ;
→ une communication sociale intense est mise en place; le tri documentaire est finalisé
→ les autorisations administratives nécessaires ont été obtenues ;
→ le suivi est assuré et le l'après-projet est en préparation.

Aide d’urgence

Lors de crises humanitaires, naturelles ou sanitaires, la Ville de Lausanne fournit une aide financière d’urgence. La Ville n’a pas de canal privilégié dans ce domaine, elle répond avec diligence à des demandes ponctuelles induites par des situations d’urgence, à la condition de pouvoir identifier des relais ou des partenaires locaux.



© Anthony Jean - SOS MEDITERRANEE

© Charles Thiéfaine / SOS MEDITERRANEE

RECHERCHER ET SECOURIR DES MIGRANT·E·S EN MER MÉDITERRANÉE CENTRALE

Depuis 2014, au moins 24'501 personnes se sont noyées en Méditerranée centrale, au large des côtes libyennes et tunisiennes.

En affrétant un navire humanitaire de recherche et de sauvetage, l'Ocean Viking, SOS MEDITERRANEE sauve des vies en Méditerranée centrale et offre aux personnes rescapées la couverture de leurs besoins vitaux immédiats ainsi que l'accès à des soins médicaux et à une assistance psychologique d'urgence à bord. Les personnes accueillies sont soignées et ensuite conduites dans un port considéré comme sûr.

En 2024, la crise humanitaire se poursuit et l'environnement en Méditerranée est marqué par une violence croissante envers les personnes qui tentent de fuir par la mer et une attitude hostile à l'encontre des organisations humanitaires qui sauvent des vies. Cette année, le réseau SOS MEDITERRANEE a été confronté à de nombreux défis, notamment des lois de plus en plus restrictives qui continuent d'entraver notre mission. Ainsi, en 2024, l'Ocean Viking a parcouru plus de 29'380 kilomètres pour atteindre les ports de débarquement éloignés des zones de sauvetages, imposés par les autorités italiennes. Au-delà de grever le budget par des coûts de carburant supplémentaires, ces missions longues avec des trajets importants entraînent la perte d'un temps précieux qui aurait pu être consacré à secourir davantage de vies.

MER MÉDITERRANÉE

ROUTES MIGRATOIRES

BUDGET TOTAL DU PROJET
CHF 7'862'000.-
SUBVENTION DE LA VILLE DE LAUSANNE
CHF 10'000.- (0.1 % du budget total)

MODÈLE DE FINANCEMENT
Direct
PARTENAIRE
SOS MEDITERRANEE

En 2024, SOS MEDITERRANEE a été en mesure de poursuivre sa mission de sauvetage :

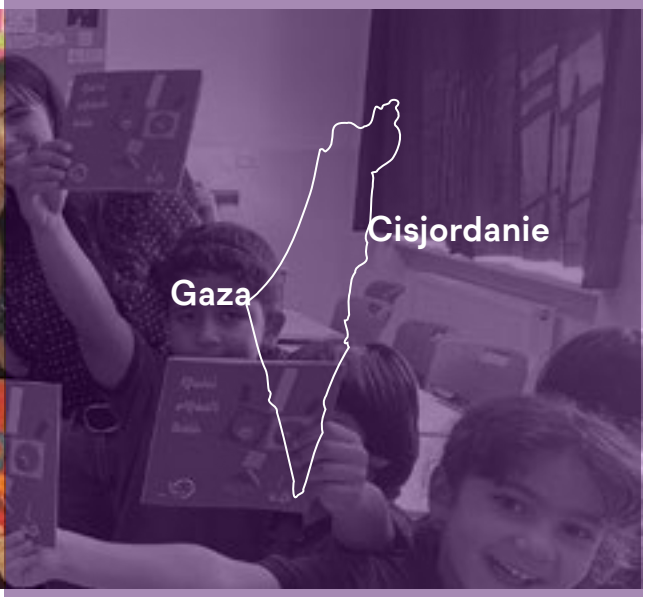
→ 33 opérations ont permis de secourir 1'948 personnes, dont 152 femmes et 389 mineurs. Parmi les femmes, on dénombre 8 femmes enceintes.

→ 282 mineur·e·s, dont 21 enfants de moins de cinq ans, voyageaient seul·e·s.

→ À bord, plus de 15'000 repas furent servis et 1'357 consultations médicales furent dispensées.

SOS MEDITERRANEE porte secours à des milliers de personnes en Méditerranée et de préserver la dignité humaine au cœur d'une crise parmi les plus pressantes de notre époque.

© Surgir



CISJORDANIE ET GAZA

PALESTINE ET ISRAËL

BUDGET TOTAL DU PROJET
CHF 48'352.-
SUBVENTION DE LA VILLE DE LAUSANNE
CHF 20'000.- (41,4 % du budget total)

MODÈLE DE FINANCEMENT
Direct
PARTENAIRE
Surgir

SOUTENIR LA SANTÉ MENTALE DES POPULATIONS CIVILES PALESTINIENNES

Depuis plus de 20 ans, SAWA, l'organisation partenaire de Surgir, lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes et vient en aide aux femmes et filles victimes de violence. Au cours des dernières années, SAWA a mis en place une ligne de soutien téléphonique permettant d'orienter les victimes de violence vers un support médical, juridique et psychosocial. L'organisation collabore avec les institutions publiques et organise des formations à l'adresse de la police et du ministère public pour améliorer la protection des victimes de la violence.

Depuis le mois d'octobre 2023, les appels se multiplient, en provenance de Cisjordanie, mais aussi de Gaza. Les sentiments d'insécurité et de peur augmentent en lien avec la situation de conflit. Très bien implantée, Sawa est un acteur majeur de la protection qui permet d'orienter les victimes en collaboration avec la coordination humanitaire et des organisations nationales et internationales.

A travers le renforcement de sa ligne téléphonique, de sa plateforme et de formations, le projet cherche ainsi à la fois à soutenir les personnes dans cette situation de crise aigue, mais également à prévenir le risque majeur d'augmentation des violences basées sur le genre (violences sexuelles, mariages précoces et forcés, féminicides, violences domestiques, exploitation sexuelle) qui surgissent fréquemment dans les situations de post-conflit en raison de de l'affaiblissement des systèmes et institutions de protection habituelles et de traumatismes non traités.

Le projet contribue ainsi à la préservation et à la reconstruction de la santé mentale, de la résilience et de la protection des populations civiles palestiniennes de tous les types de violence, en particulier celles et ceux qui ont subi des violences de guerre et de violences de genre.

© SOS Liban Médicaments

BEYROUTH
LIBAN

BUDGET TOTAL DU PROJET
CHF 000.-
SUBVENTION DE LA VILLE DE LAUSANNE
CHF 5'000.- (8,8 % du budget total)

MODÈLE DE FINANCEMENT
Direct
PARTENAIRE
SOS Liban Médicaments

FOURNIR DES SOINS MÉDICAUX PRIORITAIRES EN PÉRIODE DE CONFLIT AU LIBAN

Depuis l'explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020, la situation sanitaire et économique au Liban s'est dégradée à un tel point qu'une grande majorité de la population libanaise n'a plus accès aux soins et se trouve dans l'impossibilité d'acheter ou de se procurer les médicaments nécessaires à leur traitement. En 2024, la guerre entre Israël et le Hezbollah a exacerbé les problématiques économiques, sociales et sécuritaires. De nombreux patients ont vu leur traitement interrompu. Selon la Banque mondiale, la crise libanaise est l'une des « crises mondiales les plus sévères depuis le milieu du XIXe siècle ».
SOS Liban Médicament est une association suisse à but non lucratif d'utilité publique qui lève des fonds pour s'approvisionner en médicaments nécessaires, provenant de Suisse et d'Europe, afin de subvenir aux besoins de patients libanais. Fondée en 2020, l'association achète les médicaments en fonction de listes précises établies par les fondations et associations partenaires avec lesquelles SOS Liban Médicaments collabore sur le terrain, et en fonction des fonds disponibles dans les caisses de l'association.

L'objectif est de prendre en charge les frais médicaux de malades, afin de pouvoir assurer, sur le long terme, une continuité dans les soins et les traitements. Actuellement, SOS Liban Médicaments collabore principalement avec l'Association Chance, qui hospitalise et traite des enfants atteints de cancer et avec la fondation libanaise L'Aventure de la Charité, présidée par le docteur Harouni, qui suit actuellement environ 200 malades.
L'association SOS Liban Médicaments compte principalement sur la générosité de particuliers, de pharmacies, de fondations et de l'Inner Wheel-Lausanne. Elle organise également des événements sporadiques en Suisse romande, tels que des pièces de théâtre, des concerts, des conférences et des pique-niques, afin de lever des fonds.

© AIMF

JOUNIEH
LIBAN

BUDGET TOTAL DU PROJET
CHF 100'000.-
SUBVENTION DE LA VILLE DE LAUSANNE
CHF 50'000.- (50,0 % du budget total)

MODÈLE DE FINANCEMENT
Direct
PARTENAIRE
Association internationale des Maires francophones

ÉQUIPER LES LIEUX D'ACCUEIL DES FAMILLES DÉPLACÉES AU LIBAN

Depuis la reprise des hostilités entre Israël et le Hezbollah en 2023, le Liban a connu une escalade dramatique des violences, culminant avec l'invasion terrestre et la campagne de bombardements israéliens à partir de septembre 2024. Ce conflit, survenant dans un contexte de crise économique, politique et sociale prolongée, a causé le déplacement de 1,2 million de personnes, dont 400'000 enfants. De nombreuses familles ont trouvé refuge dans 1'100 écoles publiques et autres infrastructures à travers le pays, notamment dans le territoire de la Fédération des municipalités du Kesrouan-Ftouh, qui regroupe 54 communes, 360'000 habitants, et dont le chef lieu est Jounieh. Face à l'urgence humanitaire, l'AIMF a mobilisé son Fonds d'Urgence et effectué un appel à ses membres pour soutenir la Fédération face au besoin le plus critique identifié, l'accès à l'énergie et aux infrastructures de base pour les centres d'accueil de personnes déplacées, majoritairement des écoles, d'autant plus crucial en période hivernale et dans un contexte national de fortes perturbations de fourniture d'électricité. L'objectif à court terme du projet est d'améliorer l'accès à l'énergie et au chauffage dans les sites d'accueil de familles déplacées, et à terme les conditions d'accueil des élèves dans les écoles équipées.

Les activités incluent : l'identification des sites prioritaires accueillant des déplacés et la formulation de leurs besoins spécifiques ; l'installation de panneaux solaires et de batteries pour garantir une source d'électricité durable ; la mise en service de systèmes de chauffage d'appoint et de chauffe-eaux ; le suivi et l'entretien des installations par les responsables de sites et les équipes de la Fédération des municipalités du Kesrouan-Ftouh pour assurer leur durabilité.

L'accord de cessez-le-feu entré en vigueur le 27 novembre 2024, bien que précaire avec des tensions récurrentes dans le Sud, permet aux familles déplacées d'envisager des retours depuis fin janvier 2025. Les premiers panneaux sont déjà mis en service et le projet continuera jusqu'à mars 2025 en prolongeant la campagne de fourniture d'énergie par panneaux solaires aux écoles et établissements scolaires du territoire, pouvant progressivement accueillir à nouveau des élèves.

© Tdh

APPORTER UNE AIDE D'URGENCE AUX FAMILLES DE GAZA EN PALESTINE

Peu de temps après les attaques terroristes du Hamas du 7 octobre 2023, Terre des hommes (Tdh) a démarré ses opérations d'aide humanitaire sur plusieurs fronts dans la bande de Gaza où les besoins des populations fuyant les combats étaient les plus urgents. Les préparatifs étaient coordonnés avec sa délégation en Egypte. Dans la bande de Gaza, Terre des hommes travaille depuis 1973 pour apporter aux enfants et à leurs familles non seulement un soutien humanitaire, mais aussi un développement psychosocial et éducatif substantiel. Les relations avec les communautés locales et les partenaires associatifs existent depuis longtemps, sont basées sur la confiance et ont ainsi permis d'intervenir rapidement.

Une nouvelle phase de projet a débuté en septembre 2024 au centre du territoire. L'intervention met davantage l'accent sur les soins psychologiques et le soutien aux habitants de Gaza, afin qu'ils soient mieux équipés pour s'aider eux-mêmes. Des services de protection pour les enfants et les personnes qui s'occupent d'eux, y compris des séances de santé mentale et de soutien psychosocial adaptées aux enfants, sont proposés. En outre les premiers secours psychologiques offerts aux familles, un soutien éducatif pratique est proposé aux parents. L'aide principale et constante reste la distribution de kits d'hygiène et d'autres matériels à des personnes et des ménages qui en ont le plus besoin.

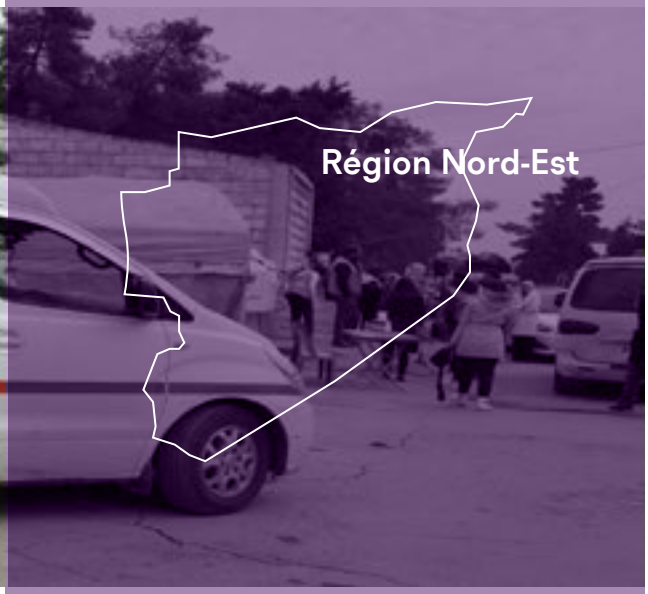
DEIR AL-BALAH
BANDE DE GAZA

BUDGET TOTAL DU PROJET
CHF 624'918.-
SUBVENTION DE LA VILLE DE LAUSANNE
CHF 50'000.- (8 % du budget total)

MODÈLE DE FINANCEMENT
Direct
PARTENAIRE
Terre des hommes

L'objectif est d'aider environ 4'800 personnes. En fin de l'année 2024, 1'281 familles ont déjà bénéficié d'une distribution, principalement de matériel quotidien ou, le cas échéant, d'un petit soutien financier. Des activités psychosociales, comprenant des opportunités éducatives, récréatives et créatives, ont été mises en place pour les enfants afin de les aider à surmonter leurs difficultés quotidiennes et à retrouver un sentiment de normalité dans leur vie. À cette fin, elles se déroulent dans deux espaces d'apprentissage temporaires, dont l'un est situé à Deir Al Balah même. Quelque 2'400 enfants ont bénéficié de ces services. En outre, environ 1'000 personnes ont participé à des séances de sensibilisation aux risques liés aux mines terrestres et aux munitions non explosées.

© Heyva Sor A Kurd - Rojava



RÉGION NORD-EST
SYRIE

BUDGET TOTAL DU PROJET
CHF 88'000.-
SUBVENTION DE LA VILLE DE LAUSANNE
CHF 30'000.- (34 % du budget total)

MODÈLE DE FINANCEMENT
Direct
PARTENAIRE
Assemblée des Femmes Kurdes Vaud

AMÉLIORER LES SERVICES DE BASE POUR LES PERSONNES DÉPLACÉES EN SYRIE NORD-EST

Le nord-est de la Syrie (NES) n'est plus une zone de crise, mais une zone de guerre. Après la chute du régime Assad et l'arrivée au pouvoir de milices islamistes, la Syrie est confrontée à une nouvelle crise humanitaire. Les effets cumulés de treize années de conflit ont gravement nui à la population. De nouveaux actes de guerre ont entraîné des déplacements massifs, notamment du nord-ouest de la Syrie. Au cours des dernières semaines, environ 200'000 personnes déplacées supplémentaires se sont réfugiées dans les régions autonomes autogérées du nord-est de la Syrie (DAANES).

Avant la crise actuelle, environ 700'000 personnes déplacées avaient déjà trouvé refuge dans ces territoires gouvernés par une population multiethnique et multireligieuse. Beaucoup de ces nouveaux arrivants appartiennent à des minorités qui sont exposées à une violence ciblée dans les régions contrôlées par les islamistes. Les milices du SNA soutenues par la Turquie et les attaques de l'armée turque ont provoqué le déplacement de centaines de milliers de personnes et la destruction d'infrastructures civiles essentielles telles que l'approvisionnement en eau et en électricité. Cette instabilité est exploitée par les cellules d'ISIS, qui intensifient leurs activités. Les ressources et les infrastructures sont actuellement insuffisantes pour répondre aux besoins des nouveaux arrivants déplacés à l'intérieur du pays, dont beaucoup sont malades et/ou blessés. Les services de base tels que les soins de santé, les conditions d'eau et d'hygiène sûres et les services de protection font défaut.

L'Assemblée des Femmes Kurdes Vaud a pris attache avec medico international schweiz, une ONG implantée de longue date dans cette région et engagée dans la mise en eouvre d'une partie d'un projet mené par le Croissant Rouge Kurde (à hauteur de CHF 88'888 pour un projet global de CHF 6'223'000. L'intervention urgente de Heyva Sor A Kurd (Croissant-Rouge Kurde) et de medico international schweiz vise à améliorer l'accès aux services de base pour les personnes déplacées fuyant les zones de conflit et à fournir une aide humanitaire aux personnes déplacées dans les camps et les villes du nord-est de la Syrie par le biais d'activités de santé et de sauvetage.

© AIMF

TAROUDANT
MAROC

BUDGET TOTAL DU PROJET
CHF 2'5490'070.-
SUBVENTION DE LA VILLE DE LAUSANNE
CHF 40'000.- (1,6 % du budget total)

MODÈLE DE FINANCEMENT
Direct
PARTENAIRE
Association internationale des Maires francophones

RECONSTRUIRE UNE MATERNITÉ SUITE AU SÉISME DANS L'ATLAS MAROCAIN

Le 8 septembre 2023, un terrible séisme a frappé l'Atlas marocain, touchant principalement les provinces d'Al Haouz et de Taroudant au sud-ouest de Marrakech. Le séisme a causé la mort de milliers de personnes, la destruction de nombreux logements et d'infrastructures publiques et laisse des milliers de personnes sans abri, notamment dans des zones montagneuses du Haut-Atlas.

Le projet de remise à niveau des capacités du Pavillon Femmes et Enfants de l'Hôpital provincial Mokhtar Soussi à Taroudant s'inscrit dans le cadre des efforts de reconstruction qui se sont mis en place après la catastrophe naturelle. Il vise à remplacer la maternité au sein de l'hôpital provincial touché par le séisme, par un nouveau bâtiment moderne de 1'200 m² réparti sur trois niveaux. Situé à proximité du service des urgences, il intégrera des unités spécialisées pour les grossesses à risque et les soins néonataux.

Ce projet, qui prend place au sein d'un programme large de reconstruction, augmentera la capacité d'accueil et la qualité des soins grâce à des travaux de génie civil et l'acquisition d'équipements modernes. Le rez-de-chaussée comprendra un service d'accueil, des consultations, une unité d'observation (6 lits) et une hospitalisation (20 lits). Le 1er étage accueillera une unité d'hospitalisation (18 lits) et une unité de réanimation néonatale (6 berceaux). Le 2e étage abritera un bloc obstétrical avec 4 salles de naissance et 2 salles d'opération.

La maîtrise d'ouvrage des activités préparatoires est assurée par l'ONG Migrations & Développement (M&D), qui réalise l'étude technique. Le comité de suivi, présidé par le Wali de la Région Souss Massa, garantit l'avancement du projet.

Le budget prévisionnel du projet est de 2,7 millions d'euros, partagés entre le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale (€ 500'000), la Région Agadir Souss Massa (€ 600'000), la Commune urbaine de Taroudant (€ 400'000), l'Association internationale des Maires francophones (€ 1'000'000 dont € 500'000 de la Mairie de Paris et la mobilisation du Fonds Urgence, auquel contribue la ville de Lausanne à hauteur de CHF 40'000), la Fondation SAJID DIOURI (€ 200'000).

© Tess Barthes - SOS MEDITERRANEE

Relations internationales de la Ville
Escaliers du Marché 2
Case postale 6904
1001 Lausanne

T +41 21 315 24 49
riv@lausanne.ch
www.lausanne.ch